

Liberté de circulation ou Europe forteresse ?

Que retiendra-t-on de la présidence française de l'Union européenne (UE) de ce deuxième semestre 2008 ?

Assurément deux mesures qui résument bien ce qu'est le sarkozysme, et plus globalement l'évolution vers la droite extrême de la plupart des gouvernements européens : à savoir le plan de sauvetage du capitalisme financier à coup de centaines de milliards d'euros et le Pacte européen sur l'immigration et l'asile. Tous les deux constituent des piliers d'une politique nationaliste, atlantiste et au service exclusif des intérêts du capitalisme.

A l'occasion du Conseil européen réuni à Paris, les 27 chefs d'Etats de l'UE ont adopté le Pacte européen de l'immigration et de l'asile concocté par le tandem Sarkozy-Hortefeux.

Ce document prévoit d'instaurer une politique d'"immigration choisie" visant à accueillir des travailleurs-ses migrant-e-s très hautement qualifié-e-s et à harmoniser les dispositifs répressifs à l'égard de tou-te-s les autres qui souhaitent vivre et travailler en Europe.

Concrètement en quoi consiste ce pacte ?

D'abord il s'agit de «donner la priorité à l'immigration professionnelle sur l'immigration familiale» (Hortefeux Direct Soir, 14/10/2008).

Cette mesure a un double objectif :
- conditionner le titre de séjour au travail dans des secteurs (bâtiment et travaux publics, hôtellerie et restauration, nettoyage, agroalimentaire...) où le patronat recherche des travailleurs-ses plus ou moins qualifiés qu'il peut payer à bas prix. Le travailleur ou la travailleuse en question sait que s'il ou elle veut obtenir un renouvellement de son titre de séjour, il ou elle devra accepter tout ce qu'exige son patron sans broncher sous peine de perdre son emploi... et sa carte de travail.

- séduire l'électorat (et notamment l'électorat populaire) le plus influençable par les idées racistes en le laissant croire de façon mensongère qu'il existe une immigration familiale dont le seul but est de profiter des prestations sociales au détriment des Européen-ne-s.

Il s'agit ainsi de détourner l'attention des classes populaires des vrais responsables de la baisse des revenus du travail, du chômage, de la précarité, de la dégradation des services publics et sociaux, mais aussi de l'environnement : les capitalistes, les actionnaires qui veulent toujours plus de profits et les gouvernements toujours prêts à leur sauver la mise.

Et il s'agit de le faire d'autant plus que pour sauvegarder les profits des patrons, banquiers, actionnaires et autres spéculateurs, Sarkozy, Fillon, Parisot et leurs homologues européens préparent de vastes plans de licenciements et de suppressions de postes dans l'industrie et les services publics.

Alors il ne faut pas tomber dans le panneau et se poser la seule question qui mérite de l'être:

A qui profitent les lois, réglementations et pactes anti-immigré-e-s ?

- Aux patrons qui tirent le droit du travail vers plus de précarité, et les salaires vers le bas

- Aux gouvernants qui divisent travailleurs européen-ne-s et migrant-e-s extraeuropéen-ne-s pour mieux régner.

La réponse à cette politique qui fait système, ce ne peut être l'écrasement des travailleurs-ses migrant-e-s et de leurs familles dont les intérêts sont les mêmes que ceux de tou-te-s les autres exploité-e-s.

C'est pourquoi, nous défendons :

- la liberté de circulation et d'installation en Europe comme à l'échelle internationale

- les luttes pour la régularisation de tou-te-s les sans-papiers parce que le renforcement des droits des plus opprimé-e-s permet de faire progresser les droits de tou-te-s les opprimé-e-s une répartition égalitaire et autogestionnaire des richesses à l'échelle planétaire ce qui implique l'abolition du capitalisme.



Le mensuel disponible en kiosque

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL.....

E-MAILADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

18 octobre 2008